



Un député français appelle au boycott de la Tunisie

Par [Hedy Belhassine](#)

Mondialisation.ca, 28 février 2020

[Le blog de Hedy Belhassine](#) 22 février 2020

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Désinformation médiatique,](#)

[Histoire et Géopolitique](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

Dans la mémoire collective des musulmans il y a le souvenir d'innombrables massacres imprescriptibles : Kafr Qasim, Lydda, Sabra, Chatila, Jenine, sans compter ceux de l'enclave carcérale de Gaza... Il y a aussi l'intifada, révolte impuissante ancrée dans le prolongement de l'histoire de la colonisation, et l'humiliation permanente entretenue au quotidien par les violences de l'occupation israélienne qui annexe et réprime méthodiquement. Pour étouffer toute résistance et fort du soutien sans condition de Donald Trump, le gouvernement de l'État hébreu a poussé les arabes vers un processus de collaboration complice. C'est ainsi qu'ignorant la colère de leur peuple, les potentats vassaux des républicains évangélistes de Washington : Arabie, Émirats Arabes Unis, Egypte, Jordanie, Bahrein, ont pactisé avec Israël. La Tunisie, « laboratoire de la démocratie arabe » est soumise à la pression de cette doctrine.

Le deal du siècle Trump-Netanyaou est pour le Président Kaïs Saïed « *l'injustice du siècle et une haute trahison* ». C'est un ultimatum de reddition, un permis d'annexion sans condition qui a soulevé l'indignation modérée des autres dirigeants arabes car elle promet l'or à ceux qui feront semblant d'être sourds, aveugles et muets. La Tunisie, unique membre arabe du conseil de sécurité de l'ONU (élu pour deux ans) avait l'intention de déposer une résolution de condamnation. Mais l'encre du brouillon n'était pas sèche que la diplomatie américaine la menaçait de ses foudres. La faible Tunisie mettait en péril son statut envié de démocratie. Isolée, elle fut contrainte de sacrifier son ambassadeur à l'ONU. Celui-ci fit ses bagages sur le champ et n'eut pas - maigre consolation - à subir l'humiliation supplémentaire de se rendre à la convocation du gendre de Trump pour faire acte d'allégeance aux côtés de ses collègues arabes. Tel Aviv et Paris qui ne voulaient pas être en reste de zèle ont saisi le premier prétexte pour sous-traiter à une personnalité qualifiée la riposte à l'impudence carthaginoise.

« La Tunisie érige la haine d'Israël en politique d'État »

La phrase n'est pas de Netanyou mais de son ami Meyer Habib, un proche de Macron, de Hollande, de Sarkozy.... un des hommes politiques les plus puissants de France. Il suffit qu'il exige et tous se couchent. Sa parole est rare, souvent violente, jamais innocente. Lorsqu'il signe un tweet ou un billet, chaque mot est pesé, mesuré, concerté. Ses colères sont feintes, ses indignations calculées, ses accolades de circonstance ; c'est un orfèvre politique de la communication. Israélien de conviction, Français de naissance, Tunisien par filiation. Il évoque sur Facebook avec nostalgie la belle époque du dictateur Ben Ali : « *en novembre 2005 en tant que vice-président du CRIF dans la délégation de l'ancien ministre des affaires étrangères israélien Silvan Shalom, lui-même natif de Gabès, pour le Sommet mondial sur la*

*société de l'information (SMSI) organisé par l'ONU à Tunis Mon cœur s'est serré quand le vol de Tel-Aviv s'est posé sur l'aéroport de Djerba.. » C'est émouvant. Meyer Habib est député des Français résidents à l'étranger (Israël, Italie, Grèce, Vatican, Malte, Saint Marin, Turquie, Chypre). Il est aussi vice Président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée Nationale. À ce titre, ses paroles lourdes de sens propagent à l'étranger la voix de la nation. Depuis quinze jours, il multiplie les déclarations fielleuses: « *La Tunisie érige la haine d'Israël en politique d'Etat, boycotte un sportif franco-israélien....la Tunisie s'enfonce dans la haine obsessionnelle et suit les traces de l'Iran...*»*

De quoi s'agit-il ?

Appel au boycott de la Tunisie

Les Tunisiens n'ont pas la haine d'Israël mais du mépris pour son gouvernement d'extrême droite voleur de terre. Ils ont l'amour de la Palestine. Ils ne supportent pas l'idée que le drapeau blanc et bleu puisse flotter sur leur vert pays. C'est leur droit. Alors, lorsqu'un sportif est venu à Tunis avec un passeport français dans le but de hisser les couleurs d'Israël, ils ont refusé de jouer. Et leur Président a approuvé. À la diatribe de Meyer Habib qui dénonce un « *acte de discrimination haineuse, gratuit et contraire aux valeurs sportives....allez-vous continuer à vous y rendre (en Tunisie) et cautionner ?* » un député tunisien, Hussein Janayah a sobrement réagi en appelant son confrère français au discernement et René Trabelsi le ministre du tourisme et de l'artisanat d'appeler son coreligionnaire à la raison dans une réplique bien sentie « *moi, René, je suis le seul ministre juif du monde arabe...* » Loin d'être calmé, M Habib a récidivé dans une longue lettre largement diffusée « *J'assume, persiste et signe : il faut boycotter les boycotteurs !* » C'est grotesque et parfaitement injustifié. La plupart des Tunisiens ne confondent pas la religion juive avec le régime d'apartheid de l'État hébreux. L'amalgame antisémitisme -judéophobie est une vision sectaire ignorante de la réalité orientale qui oublie que l'antisémitisme est une peste principalement européenne.

Crise diplomatique sérieuse entre Tunis et Paris

À cette agression diplomatique caractérisée, ni l'Élysée, ni Matignon, ni le Quai d'Orsay, ni même les présidents de groupe d'amitié au parlement n'ont réagi. Qui ne dit mot consent. Il faudra probablement une initiative du Sénat, assemblée de sages, pour effacer les postillons du député Habib. En attendant, et dans l'espoir de tempérer une relation bilatérale mal en point, l'ambassadeur de France à Tunis, Olivier Poivre d'Arvor, s'est fendu d'une déclaration augurant une saison d'un million d'estivants français. Et puis, à l'occasion d'un séjour d'observation de Gilles Kepel en Tunisie au prétexte de la promotion de sa dernière publication « *Sortir du chaos* », un pavé de 500 pages sur « *les crises en méditerranée et au moyen- orient* » ; ce proche de Macron a été reçu par le Président Kaïs Saïed à qui il a offert son livre à la manière dont on remet des lettres de créances. Paris a sans doute pensé que le truchement d'un prestigieux universitaire français arabophone faciliterait le dialogue. Kepel a-t-il compris les accents gaullois de Saïed que les Tunisiens eux-mêmes ont encore du mal à saisir ? A-t-il mesuré l'ampleur du changement ?

Depuis son élection, le Président tunisien a remis à plat la politique étrangère de son pays qui ronronnait dans un alignement passif confortable. Les liens ont été rompus avec les hommes d'affaires influents qui avaient leurs entrées à Carthage. La relation avec la France, qui est au cœur de la diplomatie tunisienne sera d'évidence chamboulée.

Francophonie en panne

La Tunisie n'a plus d'ambassadeur en France ni de consul général à Paris. Tous deux ont été rappelés en décembre dernier. C'est du jamais vécu dans l'histoire des relations entre les deux pays. Cette absence prolongée est à mettre au compte de la crise institutionnelle car le gouvernement Chahed expédie les affaires courantes depuis octobre 2019 en attendant que son successeur Elyes Fakhfakh obtienne l'investiture du parlement dans quelques jours. C'est aussi la conséquence de l'isolement du Président Saïed élu il y a seulement trois mois et que le cursus n'a pas particulièrement préparé à la fonction. Choisira-t-il pour représenter la Tunisie en France de recaser le premier ministre sortant ? La mission de rabibochage avec Paris est délicate et urgente dans la perspective de la célébration du cinquantenaire de la Francophonie. Cette organisation a été fondée le 20 mars 1970 – jour de la commémoration de l'indépendance de la Tunisie – par Bourguiba, Senghor, Diiori et Sihanouk. De surcroît, le sommet de ses chefs d'États doit en principe se tenir à Tunis à la fin de l'année. Paris est dans l'embarras d'autant qu'Israël (encore), tente depuis trente ans d'adhérer à cette organisation. Le courageux Liban a toujours opposé son veto. Il ne fait pas de doute que la Tunisie rejoindra cette posture.

Le Président Kaïs Saïed et son gouvernement d'union nationale devront encore jouer serré pour s'imposer sur la scène internationale. Entre la Libye au bord de l'implosion et l'Algérie qui bouge, entre la Turquie qui intrigue et les rois du Golfe qui veulent acheter ce qui n'est pas à vendre, sans oublier la Chine qui tend sa main gantée de soie ... la petite Tunisie, affaiblie par l'apprentissage de la démocratie devra démontrer la capacité de ses hommes à s'unir pour défendre sa souveraineté menacée et redresser l'économie du pays.

Hedy Belhassine

Sources :

https://www.facebook.com/avecvousmeyerhabib/posts/2754875081273125?__tn__=K-R

<https://www.lecourrierdelatlas.com/tribune-la-reponse-de-rene-trabelsi-a-meyer-habib-23377>

<https://www.jforum.fr/meyer-habib-repond-a-rene-trabelsi.html>

La source originale de cet article est [Le blog de Hedy Belhassine](#)
Copyright © [Hedy Belhassine](#), [Le blog de Hedy Belhassine](#), 2020

Articles Par : [Hedy Belhassine](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien

vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca